



Boycott Conseil National de l'Action Sociale

Les Organisations Syndicales UNSa Justice, FO, CGT, FSU, USM et SM ont décidé et, ceci pour la première fois depuis 10 ans, de boycotter le Conseil National de l'Action Sociale. En effet au moment où notre ministère connaît une vague de recrutements sans précédent dans les différentes directions, le budget de l'action sociale reste à la traîne.

Lors du dernier CNAS, les Organisations Syndicales UNSa Justice, FO, CGT, FSU, USM et SM avaient demandé une augmentation significative du budget de l'action sociale. Aucune augmentation n'est apparue et pire encore juste une petite ligne dans le Projet de Loi de Finances 2017 du ministère de la Justice démontrant le peu d'intérêt de nos décideurs !

Ce budget n'est pas à la hauteur des nouveaux besoins dans un contexte où notre pouvoir d'achat est en baisse. Il y a à peine 15 jours ce budget a même failli être amputé de 400 000 euros par BERCY ! A son arrivée, Place Vendôme l'ambition du ministre, était d'obtenir un budget plus conséquent pour le ministère.

Pour l'action sociale, c'est plus que raté !

Les Organisations Syndicales UNSa Justice, FO, CGT, FSU, USM et SM ne peuvent cautionner cet état de fait consternant et dénoncent :

- ⇒ Le flou et le manque de transparence sur la construction du cahier des charges du futur référencement qui fait craindre les mêmes écueils que le précédent ainsi que la non inclusion de la dépendance ;
- ⇒ La décision unilatérale de l'Administration de supprimer la prise en charge des repas des élèves en scolarité à l'Ecole Nationale de l'Administration Pénitentiaire alors que l'argent du CNAS est utilisé pour financer les repas des agents d'un autre ministère (l'intérieur) ;
- ⇒ La disparition de la restauration collective dans les nouvelles juridictions ;
- ⇒ Les faibles avancées sur la restauration des personnels de la PJJ qui malgré l'annonce d'un « plan Marshall » doivent se contenter de miettes et être toujours les parents pauvres de ce ministère ;
- ⇒ Le retard de subventionnement des plateaux repas pour les 37 établissements pénitentiaires couverts par le MG15 et l'absence de dialogue sur la MGD17. Ceci malgré les engagements pris par le Secrétaire général ;
- ⇒ Les attermoiements de l'Administration concernant la mise en place d'un comité de suivi des actions de la Fondation d'Aguesseau qui perçoit rappelons le, 40% des crédits de l'Action Sociale Ministérielle ;
- ⇒ L'absence d'augmentation des montants du CESU Horaire Atypique.

Pour toutes ces raisons et non sans un pincement au cœur les Organisations Syndicales UNSa Justice, FO, CGT, FSU, USM et SM ne siégeront pas au Comité National de l'Action Sociale et restent dans l'attente d'un geste fort de la part du Ministre !

Paris, le 8 décembre 2016.